

Le Réseau inter-agences d'éducation d'urgence (INEE)

par Allison Anderson et Beverly Roberts

Le Réseau inter-agences d'éducation d'urgence s'appuie sur le travail entrepris par ses membres – les agences des Nations Unies, les ONG, les praticiens, les donateurs et les chercheurs – pour garantir le droit à l'éducation dans les situations d'urgence et les phases de reconstruction d'après crise.

En 1996, la Guinée a mis en lumière l'état de l'éducation dans les situations d'urgence. A l'époque, le système éducatif, qui souffrait déjà d'un manque de ressources, subissait aussi d'autres pressions en raison de la présence en grands nombres de réfugiés du Sierra Leone et du Liberia voisins. Alors que les élèves guinéens et les réfugiés étaient en lice pour obtenir les places limitées dans les écoles publiques et que la Guinée luttait pour payer les salaires des enseignants, de nombreuses ONG internationales ont établi un réseau complémentaire d'écoles dans les camps de réfugiés.

Au cours de la même année, Graça Machel a recommandé dans son rapport insigne aux Nations Unies¹ que l'éducation soit établie comme une priorité de toute aide humanitaire. Certaines ONG et d'autres acteurs oeuvraient alors pour assurer le droit à l'éducation à ceux atteints par la crise et le conflit². Quelques-uns travaillaient aux côtés des autorités nationales et régionales, collaboraient occasionnellement avec elles et partageaient des informations. Bien que le rapport de G. Machel ait exhorté la communauté internationale à déployer davantage d'efforts pour assurer les droits des enfants touchés par le conflit, la plupart des efforts fournis par les enfants

déplacés sont restés non coordonnés.

Une seule exception à ce modèle a été trouvée en Guinée, où le Comité international pour le secours (IRC) a travaillé comme associé exécutif du HCR pour établir des écoles. Le HCR, le Comité et le gouvernement guinéen se sont réunis et ont commencé à explorer les moyens d'améliorer leur coopération. En effet, les relations de travail avec les autorités nationales de l'éducation se sont améliorées lorsque la Guinée a promulgué une loi stipulant l'application de la Convention sur les réfugiés de 1951 et reconnaissant le droit des enfants réfugiés à l'éducation. L'IRC et le HCR se sont engagés à aider la Guinée en lui assurant le contrôle de nouvelles ressources, notamment des établissements scolaires, lors du rapatriement des réfugiés.

Le Forum mondial pour l'éducation, tenu à Dakar en 2000, a élaboré un cadre d'action pour réaliser l'objectif de l'Education pour Tous (EPT) d'ici l'an 2015. Les délégués ont reconnu que les gouvernements et la communauté internationale n'allaient réaliser les objectifs de l'EPT qu'en accordant une attention particulière à l'éducation des personnes atteintes par les crises. La Stratégie Cinq du Cadre de travail a pris l'engagement de répondre



aux besoins des systèmes éducatifs atteints par les conflits, les catastrophes naturelles ou l'instabilité et d'entreprendre des programmes éducatifs conçus pour promouvoir l'entente, la paix et la tolérance et pour éviter la violence et le conflit.

L'UNESCO, l'UNICEF et le HCR, chargés de mettre en œuvre la Stratégie Cinq, ont tenu la première Consultation globale sur l'éducation d'urgence en novembre 2000. Des participants représentant la société civile, les gouvernements, les ONG et les agences des Nations Unies ont reconnu qu'il fallait tirer des leçons des succès et des échecs vécus par des pays comme la Guinée, de partager les ressources, de développer des lignes directrices consensuelles et de travailler collectivement afin de mettre en lumière le malheur des millions d'enfants et de jeunes privés d'accès à l'éducation de qualité.

De leurs délibérations a émergé le Réseau inter-agences d'éducation d'urgence (INEE). Les membres de l'INEE se sont engagés à œuvrer collectivement pour :

- Echanger les connaissances et les expériences par des moyens électroniques, entre autres.
- Promouvoir une meilleure collaboration et coordination entre les ONG, les agences des Nations Unies et les gouvernements.
- Promouvoir une meilleure compréhension chez les donateurs de l'éducation d'urgence.
- Travailler pour faire inclure l'éducation dans les réponses d'urgence
- Documenter et disséminer les meilleures pratiques sur le terrain.
- Parvenir à des lignes directrices consensuelles sur l'éducation d'urgence.

L'INEE est dirigée par un Groupe directeur³, établi au siège de l'UNESCO à Paris, qui assure une orientation stratégique régulière au secrétariat. Quatre ans après son lancement, l'INEE, conçu comme un réseau dynamique, flexible et « léger », relie plus de 900 individus

Les filles réfugiées s'apprennent à assister à l'école, Camp Goz-Amer, Tchad.



et de 100 organisations oeuvrant non seulement pour réaliser les objectifs de l'EPT mais aussi les Objectifs de développement pour le millénaire en matière d'éducation primaire, d'égalité entre les genres, de capacitation féminine et de partenariats globaux de développement.

Les membres de l'INEE communiquent principalement par le biais d'une liste modérée (discussion de groupes), ce qui leur permet de débattre des questions difficiles d'application et de politique, de partager de nouvelles ressources et de mettre en avant les programmes pilotes. Le site web de l'INEE couvre tous les thèmes de l'éducation d'urgence: y figurent des réussites et des programmes modèles, les dernières ressources ainsi que des guides de bonnes pratiques. Par ailleurs, ce site est relié à d'autres outils et sites utiles. Etant donné que plusieurs membres et partenaires de l'INEE n'ont pas accès à Internet, l'INEE a préparé un CD-ROM présentant la quasi-totalité du matériel disponible sur l'éducation de crise, y compris des programmes d'enseignement accéléré, des outils et guides d'éducation traitant de VIH/Sida ainsi que du matériel et des évaluations de plaidoyer.

Presque quatre ans après l'établissement de réseaux et d'engagement dans le plaidoyer national et international, les membres de l'INEE ont reconnu que beaucoup d'efforts sont encore nécessaires pour que l'éducation d'urgence constitue l'un des piliers principaux de la réponse humanitaire et une priorité dans les premières phases de la reconstruction. Le premier Sondage mondial sur l'éducation d'urgence nous rappelle que dans dix pays affectés par le conflit, plus de 27 millions d'enfants et de jeunes sont privés d'éducation.

Ainsi, l'INEE et les autres acteurs ont décidé en 2003 d'entreprendre deux initiatives importantes. La première consistait à élaborer des lignes directrices consensuelles, devenues plus tard les Critères de base dans l'éducation d'urgence (MSEE). La seconde consistait à convoquer le second tour des consultations inter-agences mondiales sur l'éducation d'urgence et la reconstruction. En décembre 2004, ce second tour fut effectivement convoqué à Cape Town, pour réviser le but et l'orientation de l'INEE, établir les critères de base, stimuler les activités de plaidoyer des membres relatives à l'éducation d'urgence et partager les bonnes pratiques et les stratégies des programmes.

Les critères de base pour l'éducation d'urgence

Le processus menant à l'élaboration et la mise en oeuvre des Critères de base a montré comment les moyens de communications modernes permettent

aux communautés, aux gouvernements et à la communauté internationale de travailler ensemble pour réaliser un objectif commun. La réunion de Cape Town illustre l'apogée d'un processus hautement consultatif conçu pour développer un outil universel qui assure à toutes les personnes atteintes par les crises le droit à l'éducation. Ce processus visait également à définir un niveau minimum d'éducation de qualité qui permette de maintenir ou de rétablir la dignité de personnes affectées par les crises. Au long de ce processus, qui a duré un an et demi, le Groupe de travail sur les critères de base pour l'éducation d'urgence (WGMSEE) a bénéficié de l'expérience et de l'enthousiasme de 13 organisations chevronnées en matière d'éducation dans les périodes de crise et de reconstruction précoce.⁴

Le Groupe de travail a permis à un grand nombre d'acteurs d'établir des critères, des indices et des lignes directrices instaurant un niveau minimum d'accès à l'éducation, qui devrait être assuré dans les situations d'urgence jusqu'aux premières phases de la reconstruction. Les principales composantes du processus d'établissement des critères ont été les consultations nationales, sous-régionales et régionales; les intrants des consultations effectuées en ligne à travers la liste de l'INEE; et enfin, le processus de révision des pairs. Les informations collectées à chaque étape ont été utilisées afin d'éclairer la phase suivante du processus. Ce modèle reflète les leçons tirées du Projet Sphere⁵ et met l'accent sur un processus transparent, rentable et consultatif au niveau de la prise de décision.

Plus de 2,250 personnes provenant de plus de 50 pays ont contribué à l'établissement des critères de base pour l'éducation d'urgence. Plus de 1 900 d'entre eux ont participé en tenant des consultations locales, nationales ou sous-régionales dans les communautés où elles travaillent. En vue de faciliter ce processus et de garantir l'uniformité dans les critères de rédaction des rapports et des informations de retour, le Groupe de travail a établi un guide pour modérateurs afin d'assurer une contribution maximale au processus d'élaboration de critères de base. Les résultats de ces contributions ont servi de fondements aux délibérations tenues dans les quatre consultations régionales sur les critères de base, à Nairobi, au Katmandou, à Amman et à Panama au cours de la première moitié de 2004. Les membres de l'INEE ont aussi participé à travers les consultations de la liste, partagées avec l'ensemble des membres et présentées aux délégués avant chaque consultation régionale.

A suivi un processus de révision des pairs comprenant l'analyse et la convergence des quatre séries de critères

régionaux. Le Groupe de travail et le Comité de direction de l'INEE ont entrepris la révision finale, qui consistait à fournir des informations de retour sur le contenu et sur la clarté des critères de base. Au mois de septembre 2004, la version finale des critères de base mondiaux, des indices et des instructions a été publiée sur le site Internet de l'INEE et des membres ont été invités à fournir des informations de retour.

Maintenant que les critères ont été lancés, l'INEE concentre essentiellement ses efforts sur la dissémination et la promotion du manuel et du CD-ROM des critères de base et sur l'application de ces critères à travers la formation et la mise en oeuvre de projets pilotes sur le terrain. Le processus consultatif a consolidé la communauté pédagogique et humanitaire en reliant entre elles personnes atteintes par les crises, praticiens, décideurs et universitaires à travers des discussions sur les meilleures pratiques.

Allison Anderson est le Point focal de l'INEE pour les Critères de base de l'éducation d'urgence, une position rattachée au Comité international pour le secours et gérée par lui. Email: allison@their.org

Beverly Roberts est mandée par CARE-USA comme coordinatrice du réseau de l'INEE et directrice du Secrétariat de l'INEE, actuellement rattaché au secteur de l'éducation à l'UNESCO. Email: broberts@care.org ; coordinator@ineesite.org

L'INEE invite les lecteurs de FMR à aider à préserver l'élan pour le plaidoyer et la réponse de l'éducation d'urgence, stimulée par l'INEE et ses membres. Pour adhérer au réseau ouvert de l'INEE et prendre connaissance de ses nombreuses ressources, visiter www.ineesite.org. Pour recevoir une copie des critères de base, envoyer votre courrier électronique à allison@their.org (en précisant le manuel et/ou CD-ROM).

1. *The Impact of Armed Conflict on Children*: www.unicef.org/graca

2. Par exemple, le Comité norvégien sur l'Afghanistan, CARE, le Forum des éducatrices africaines (FAWE), le Comité international pour le secours, l'Alliance internationale Save the Children, le Service Jésuites pour les Réfugiés, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), l'UNICEF, l'UNESCO, le HCR, et le Programme alimentaire mondial ont tous appliqué des programmes d'éducation d'urgence.

3. Comprenant actuellement l'UNESCO, le HCR, l'UNICEF, la Banque mondiale, CARE USA, le Comité international pour le secours, l'Alliance internationale de Save the Children et le NRC.

4. CARE Canada, CARE USA, les Services catholiques de secours, le Comité international pour le Secours, l'Aide de l'Eglise norvégienne, le NRC, l'Association des Nations Unies en Norvège, Save the Children Grande-Bretagne, Save the Children USA, le Fonds pour l'éducation des réfugiés, l'UNESCO, l'UNICEF, le HCR et World Education.

5. Voir www.sphereproject.org